

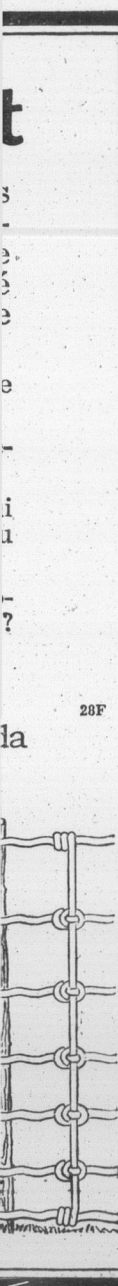
ES—(Réponse)
ement sur mon
acheteur n'a pas
ndant il a cons-
mon terrain une
yer pour le com-
mois plus tard,
té et depuis je
velles; même sa
endroit où il se
uis-je garder le
construit?

is d'acte de vente
de vue stricte-
émeur proprié-
si votre acheteur
de vente. Nous
à votre débiteur,
de vous payer le
re disparaître la
et de remettre le
u'avant la vente.
votre mise en de-
ne vous pouvez
vôus.

—(Réponse à V.
té annoncé pour
le et le prix d'ad-
Une personne
r le paiement de
que la chapelle
n'a pas le droit
eux qui veulent

ons ont été fixées
oyons pas pour-
es publiques, cette
exiger un droit
olument particu-
l s'agit d'un pur
lu paroissien qui
ission, et les rail-
lent rien par ail-

ge 259)



LE BULLETIN DE LA FERME

259

(Suite de la page 258)

BILLET ET FAILLITE—(Réponse à C. L.).—Q. J'ai produit un billet à l'appui de ma réclamation dans une faillite; cette dernière est maintenant réglée mais je n'ai pas reçu un sous d'acompte sur mon billet. Puis-je réclamer ce billet et m'en servir plus tard contre le failli?

R. Il n'y a aucun doute que vous pouvez réclamer des liquidateurs ou syndics à la faillite, le billet que vous leur avez transmis avec votre réclamation, car il est demeuré votre propriété, et il vous sera nécessaire plus tard, si le failli redevient solvable, il est évident que vous ferez réclamer le montant de ce billet à votre débiteur, à moins que ce dernier n'obtienne sa libération du juge: ce qui est fort peu probable dans son cas.

COURS D'EAU—(Réponse à J. T.).—Q. Il y a un grand nombre d'années qu'un cours d'eau servant à égoutter nos terrains passait sur une terre voisine, cette terre a été vendue et le propriétaire actuel a comblé ce cours d'eau.

Maintenant pour égoutter nos terres dans la ligne nous serions obligés de faire des frais considérables parce que le cours naturel de l'eau était favorisé d'avantage lorsque l'ancien fossé existait. Pouvons-nous exiger la réouverture de ce fossé?

R. Nous comprenons qu'il s'agit non pas d'un cours d'eau verbalisé, mais seulement d'un fossé dont les voisins se servaient par simple tolérance.

En conséquence, s'il est vrai que personne ne peut s'opposer à l'égouttement naturel des eaux sur son terrain, il est d'autre part évident que chacun est maître chez soi, et que, ce que l'on tolère sur sa propriété on peut toujours l'interdire.

Nous sommes convaincus que notre correspondant devra se contenter de son fossé de ligne, pour égoutter sa terre, et si cela n'est pas suffisant, il fera bien de s'adresser au conseil municipal pour obtenir la verbalisation d'un cours d'eau.

ACCIDENT DU TRAVAIL—(Réponse à F. G.).—Q. Un propriétaire de chantier avait à son emploi un homme qu'il chargeait de convoier les provisions pour ses hommes et cela sur une distance de 11 milles; au cours de l'hiver dernier cet employé reçut ordre d'aller chercher un voyage de provisions et de le ramener à l'endroit ordinaire; il partit par un temps très favorable mais au retour une tempête s'éleva, notre homme se gela les deux pieds et cela au point qu'on devra les lui amputer.

Le patron du chantier est-il responsable en vertu de la Loi des accidents du travail?

R. Pour résoudre ce cas il est important de savoir ce que la loi entend par accident du travail. Nous trouvons la réponse à la première question dans les jugements divers rendus par les tribunaux de notre province, aussi bien que par les tribunaux anglais. Un accident déclare, nos juges, c'est "un événement malheureux provenant de l'action inattendue d'une cause extérieure, violente, imprévue". Comme exemple, rappelons le fait d'un homme qui serait blessé par une machine ou par un instrument tranchant, durant son travail. Dans ce cas, la victime peut réclamer, en vertu de la loi, des accidents du travail.

Mais il ne s'agit pas, en espèce, d'un cas de ce genre. Nous ne trouvons pas dans la jurisprudence une action en dommages sous cette loi, analogue ou semblable à celle qui nous est soumise. Disons que nous serions porté, cependant, à adopter la manière de voir de la Cour de justice qui décidait, en 1906, du sort d'un employé frappé gravement par un coup de soleil. La cour décidait que "la mort d'un employé survenue à la suite d'un coup de soleil ne peut être considéré comme dû à un accident, au sens de la loi des accidents du travail, à moins qu'il ne soit prouvé que la victime fût exposée à un plus grand danger que ses autres compagnons de travail. Le cas serait aussi différent si les patrons avaient négligé les mesures de prudence nécessaires pour éviter l'accident."

Nous concluons donc que dans le cas qui nous occupe, comme dans celui que nous avons cité, la température a été la principale cause de l'accident, et que le patron ne nous paraît pas responsable en vertu de la Loi des accidents du travail. D'un autre côté, il peut y avoir jugement contraire à celui sur lequel se base notre opinion. Aussi, nous croyons que le patron devrait soumettre la question à la Compagnie d'assurance qu'il doit avoir pour garantir les risques du travail; et cette dernière courra seules les chances d'une contestation si la cause doit se plaider.

ENGAGEMENT A LA JOURNÉE—(Réponse à J. O. P.).—Q. Une compagnie organisée pour le flottage du bois a-t-elle le droit de faire travailler ses hommes plus de 10 heures par jour sans leur payer un surplus de gages?

Le contrat des employés se lit comme suit: "Je m'engage à travailler pour le flottage des billots pour la saison 1924 à tant par jour".

De quelle manière l'engagement devrait-il être rédigé pour qu'un homme puisse réclamer les heures supplémentaires qu'il fait après 10 heures d'ouvrage?

R. D'une façon générale, la journée d'un homme est censée se composer de 10 heures d'ouvrage. Cependant, comme la loi ne fixe pas clairement le nombre d'heures qui constituent un jour d'ouvrage il faut s'en rapporter à l'usage des lieux, ainsi qu'à la besogne à laquelle l'employé doit travailler.

Pour être en droit de réclamer des heures supplémentaires, il est préférable de faire une convention spéciale à ce sujet. Un engagement qui se lirait comme suit: "Après dix heures d'ouvrage, le même jour, la Compagnie s'engage à payer à ses ouvriers un prix de tant pour chaque heure supplémentaire", donnerait droit à l'employé de réclamer un surplus de salaire sans que le patron puisse discuter ses obligations à ce sujet.

TRANSPORT DE CREANCES—(Réponse à un abonné).—Q. Un individu a pris jugement sur un billet de \$100.00 et son débiteur pour éviter des frais lui offrit de lui transporter un jugement de \$311.00 en paiement de sa dette. A l'époque fixée pour faire ce transport le débiteur étant absent la femme de ce dernier signa le transport pour son mari; maintenant le mari prétend ne pas avoir autorisé sa femme à faire ce transport. Que faire dans la circonstance?

R. Dans notre opinion, si le mari refuse de reconnaître l'autorisation qu'il a donnée à sa femme de faire un transport de créances, il est clair que ce transport ne vaut rien, et que le créancier est en faute de ne pas avoir exigé la signature du mari, afin d'éviter toute contestation.

Notre correspondant n'ayant pas pris ses précautions il s'ensuit qu'il ne lui reste que deux choses à faire, soit: 1. De saisir son débiteur en vertu du jugement qu'il possède contre lui; ou 2. Prendre une saisie entre les mains de toute personne qui doit une certaine somme à son débiteur.

Si ce dernier lui offre le paiement du capital, des frais et des intérêts de son jugement il est mieux d'accepter cette proposition que de persister dans sa réclamation contre son débiteur.

DROITS DU VENDEUR—(Réponse à C. T.).—Q. X vend un emplacement à Z pour la somme de \$500.00. L'acheteur construit une maison sur ce terrain et pour cela emprunte sur hypothèque une somme de \$800.00 qui doit être remboursée dans trois ans.

Un an plus tard Z l'acheteur vend la propriété à Y qui quelque temps après est déclaré en faillite. Le tout est vendu par les curateurs de la faillite X le premier vendeur rachète la maison lors de la vente par les syndics.

Le créancier hypothécaire garde-t-il les droits contre le propriétaire actuel de l'immeuble sur lequel portait son hypothèque?

R. Nous n'hésitons pas à dire que le créancier hypothécaire est protégé pour le paiement de son hypothèque en autant que le vendeur du terrain a été entièrement payé de son prix de vente.

Quant à la vente faite par les liquidateurs à la faillite, si cette vente a été tenue

Très nerveuse. — M. Emile Kiebert, de Cleveland, Ohio, écrit: "Ma femme était très nerveuse, quand elle mettait les mains dans l'eau froide, ses doigts se paralysaient et devenaient blancs, comme s'ils étaient morts. Elle avait toujours les pieds terriblement froids et surtout la nuit, ce qui l'empêchait de dormir, elle souffrait également d'une singulière démangeaison. Elle prit cinq bouteilles de Novoro du Dr Pierre, et maintenant ces symptômes ont disparu, elle dort bien et son appétit s'est remarquablement amélioré." Depuis près de cent cinquante ans ce remède végétal est connu comme un médicament pour le sang. Il fortifie et régularise les organes de production et de purification du sang. Il a aussi un effet salutaire sur le système nerveux. Essayez-le. Ne le demandez pas au pharmacien. Des agents spéciaux seuls, peuvent le procurer. Ecrire au Dr. Peter Fahrney & Sons Co., 2501 Washington Blvd., Chicago, Ill.

Livré exempt de droits au Canada.

dernièrement, c'est-à-dire depuis octobre dernier, le créancier hypothécaire n'a perdu aucun de ses droits, à moins qu'il n'ait consenti par écrit à la vente. Il serait trop long de donner ici la nouvelle loi de faillite.

Disons simplement ceci: Pour que la vente du curateur puisse faire disparaître l'hypothèque, il faut que le créancier hypothécaire y consente, autrement ce dernier peut toujours exercer ses droits contre le propriétaire actuel de l'immeuble qui porte son privilège.

VENTE D'UN IMMEUBLE—(Réponse à A. E. V.).—Q. J'ai acheté une propriété et l'ai payée comptant; après la transaction je me suis aperçu que le trottoir en béton n'était pas terminé car l'entrepreneur avait dû suspendre son travail à cause de la gelée. Le vendeur doit-il payer la partie faite ou si c'est à l'acquéreur à payer le tout?

Aucune mention de cela n'était faite dans l'acte de vente.

R. Communément, l'acte de vente porte les mots: "Le vendeur vend la propriété No., etc., tel que le tout est actuellement etc."

Par conséquent, si un travail a été commencé sur la propriété c'est au vendeur à payer la partie faite à la date de la vente, et à l'acheteur à payer la partie à faire pour compléter l'ouvrage.

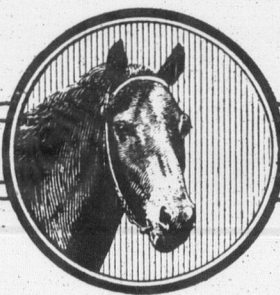
Cultivez des fraises pour faire de l'argent

Envoyez-nous votre commande pour vos plants de fraises ce printemps. Dunlaps-Parsons Beauty—Dr. Burrell etc. \$6.00 le mille. Premier Glen Mary: \$7.00 le mille.

Réduction de \$1. par mille sur commande de 4,000 plants et plus. 200 plants envoyés frais de poste payés à n'importe quelle adresse. 50 Progressifs "quatre saison" et 50 Dunlaps, poste payée \$2. Catalogue en anglais avec instructions complètes pour planter envoyé gratuitement. Commandez dès maintenant.

Cyrus & Manning Ells

Port Williams, N. S.



LES BOURRURES DE COLLIER TAPATCO constituent un excellent placement. Souples et absorbantes, elles font comme un coussin au collier et protègent les épaules des chevaux des écorchures, des irritations et des contusions.

LES BOURRURES DE COLLIER TAPATCO durent longtemps. Le coût en est minime—le bénéfice, considérable.

Attache brevetée



Pat. in U. S. Dec. 1, 1914
Pat. in Can. April 6, 1915

Un crampon et une rondelle en feutre assujettissent l'attache à la bourrure. **EN USAGE EXCLUSIVEMENT** sur la Tapatco.

Exigez cette attache.

Nous fabriquons aussi tous genres de bourrures de selles d'équitation et de bandes d'arrière doublées de l'urap et rembourrées.

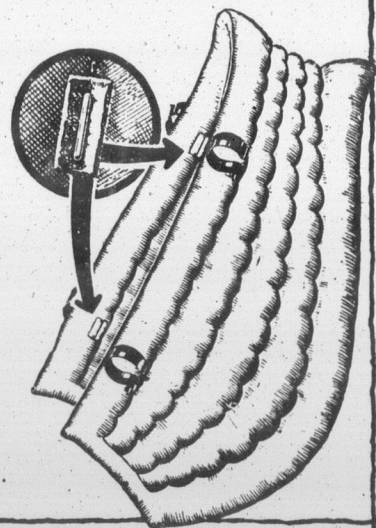
EN VENTE PARTOUT

The American Pad & Textile Company

CHATHAM, ONTARIO, CANADA

Fabricants de bourrures depuis 42 ans

TAPATCO
REGISTERED HORSE
COLLAR PADS



(4)